



Autorisation spéciale

Arrêté n° DIR-I-2022-298

Nom du projet : PNRUN – UTILISATION DE DRONE ET PRISES DE VUE EN CŒUR DE PARC NATIONAL – GUYARD
Numéro de dossier : DIR/AD/2022/281
Pétitionnaire : Stéphane GUYARD (Région Réunion)
Localisation : Maïdo

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 331-4-1;
Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,
Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur n°24 et 28 ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;
Vu l'arrêté n°DIR/2015-04 du 31 août 2015 portant réglementation du survol motorisé aux fins de protection du Pétrel de Barau et du Pétrel noir dans le cœur du Parc national de La Réunion ;
Vu la demande de M. Stéphane GUYARD (Région Réunion) en date du 22 novembre 2022, réceptionnée par le Parc national le 23 novembre 2022 et relatif au dossier n° DIR/2022/AD/281 ;

Considérant que le survol objet de la demande sera réalisé en cœur du Parc national ;
Considérant que le survol en drone est considéré comme un survol motorisé ;
Considérant que le survol objet de la demande est prévu dans une zone réglementée par l'arrêté n°DIR/2015-04 du 31 août 2015, à une période dans laquelle le survol de ladite zone n'est possible que sous réserve d'avoir obtenu l'autorisation préalable du directeur du Parc national ;
Considérant que le survol sera effectué par un drone et que la hauteur maximale de vol sera inférieure à 100 m ;
Considérant que le survol présente un caractère exceptionnel, qu'il n'y a pas de solution alternative environnementalement, socialement et économiquement acceptable, et que les impacts sur le site de survol sont compatibles avec la préservation des espèces protégées sur ce secteur ;
Considérant la nécessité d'encadrer les activités de survol pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

Considérant que les prises de vues et de son, objet de la demande, seront réalisées en cœur du Parc national ;

Considérant les prises de vue professionnelles dans le cœur du Parc national sont encadrées par la délibération du Conseil d'Administration N°CA/DIR/2014/45 ;

Considérant que les enjeux et impacts du projet objet de la demande sont négligeables ;

Considérant la nécessité d'encadrer les activités de prise de vue et de son pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

AUTORISE

Article 1 : Objet

Le Directeur du Parc national autorise le survol en drone, ainsi que la prise de vue en cœur de parc national dans le cadre de l'acquisition photogrammétrique du belvédère du Maïdo (suivi post incendie de novembre 2020), par M. Stéphane GUYARD (Programme PIMANT, Région Réunion), ci-après désigné « le bénéficiaire ».

Le site autorisé pour le survol et la prise de vue est le Maïdo.

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions précisées aux articles 2 à 4.

Article 2 : Prescriptions générales

2.1 Accès au site

- La circulation des véhicules à moteur est interdite en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur, conformément aux dispositions de l'article L. 362-1 du Code de l'environnement, en vue d'assurer la protection des espaces naturels.
- Le stationnement des véhicules est autorisé exclusivement sur les lieux ouverts au stationnement public.
- L'ensemble de l'équipe devra emprunter des sentiers balisés et ouverts au public. Aucune atteinte à la végétation ne doit être opérée.
- Afin d'éviter la dissémination et l'introduction de nouvelles espèces exotiques envahissantes, le bénéficiaire s'assure et vérifie que l'ensemble des membres de l'équipe réalise un nettoyage complet des équipements utilisés à l'occasion du survol et des prises de vue et de son (sacs, vêtements, chaussures – etc.). Le nettoyage complet signifie que le matériel ne doit plus porter aucune semence ou graine. Ce nettoyage doit être réalisé avant d'accéder au site et avant chaque déplacement, notamment entre différents sites de tournage. La date et la nature des vérifications doit être notée sur un document de suivi, qui pourra le cas échéant, être demandé par les agents du Parc en mission de police administrative.

2.2 Prescriptions relatives à l'information de l'équipe

- Le bénéficiaire doit informer et sensibiliser l'ensemble de l'équipe sur le fait que les prises de vue et de son sont réalisées en cœur du Parc national de La Réunion, faisant partie du Bien inscrit au Patrimoine mondial par l'UNESCO, ce qui implique, pour le bénéficiaire, de respecter et/ou de faire respecter l'ensemble des prescriptions de la présente délibération ;



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

- En outre, le bénéficiaire doit transmettre à l'ensemble de l'équipe, les informations suivantes :
 - aucune atteinte ne doit être portée à la végétation ;
 - le prélèvement de végétaux d'espèces indigènes, quel qu'en soit l'usage, est interdit ;
 - tout abandon de déchet, même biodégradable (susceptible de favoriser la prolifération des rats, constituant une menace pour les espèces d'oiseaux et la flore indigènes), est interdit ;
 - l'usage du feu est interdit en dehors des aménagements permanents maçonnés, non mobiles et des réchauds portatifs autonomes,
 - la circulation des véhicules à moteur est interdite en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'État, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur ;
 - le stationnement des véhicules est autorisé exclusivement sur les lieux ouverts au stationnement public ;
 - les mesures de biosécurité sont essentielles pour la prévention de la propagation des espèces exotiques envahissantes, principales causes de disparition des espèces indigènes et endémiques.

Article 3 : Modalités de réalisation des prises de vue et de son

- Les prises de vue et de son sont réalisées de préférence depuis les sentiers ou les espaces d'accueil du public.
- Les prises de vue et de son ne doivent pas faire l'apologie ou l'éloge de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation du parc national en vigueur ou à son caractère.
- Les images publiées sur les réseaux sociaux Instagram et Facebook doivent identifier le compte du Parc national (Pour instagram : @parc_national_reunion ; Pour Facebook : @Parc national de La Réunion).

Article 4 : Prescriptions relatives au survol

La hauteur de vol ne dépasse pas 100 mètres ;

- Le drone est en permanence piloté à vue ;
- Le survol en direction du cirque de Mafate est autorisé du lever du soleil à 2 heures avant son coucher ;
- Le survol en direction de la planèze est autorisé du lever du soleil à son coucher.

Article 5 : Durée

La présente autorisation est délivrée du 30 novembre au 17 décembre 2022.

Article 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente autorisation peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du Code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

Cette autorisation est délivrée à Monsieur Stéphane GUYARD qui devra être en mesure d'en présenter un exemplaire à tout moment, notamment en cas de contrôle.

Article 7 : Autres obligations

Cette autorisation n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national (notamment auprès de l'Office National des Forêts et de la DSACoi). Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect de la présente autorisation ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 9 : Voies et délais de recours

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

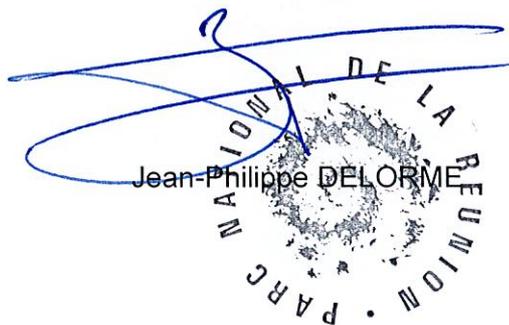
Article 10 : Publication

La présente autorisation est notifiée au pétitionnaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (<http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa>).

À La Plaine-des-Palmistes, le

29 NOV. 2022

Le Directeur



Jean-Philippe DELORME

Copies :

- ONF
- DSACoi
- Commune de St Paul
- PNRun : Secteur Ouest